

Nucléaire : fermer des réacteurs avant 2026 présente un risque de black-out

Depuis 2020 avec la fermeture de Fessenheim, et dans le cadre de son objectif de réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité française, part qui doit tomber, à terme, à 50%, le gouvernement s'est lancé dans un vaste plan de fermeture de réacteurs nucléaires. Mais RTE s'inquiète : si ce plan est mis à exécution trop vite, la France pourrait se retrouver avec une production électrique insuffisante.

RTE s'inquiète de la fermeture de deux réacteurs avant 2026

Le rapport du gestionnaire du réseau électrique français, RTE, publié le 24 mars 2021, dévoile une situation tendue pour la production électrique française dans les quelques années à venir. Et le gestionnaire s'inquiète de la volonté du gouvernement de fermer, en 2025-2026, deux nouveaux réacteurs après la fermeture de Fessenheim en 2020. Le gouvernement vise en effet à fermer près de 14 réacteurs nucléaires en France à l'horizon de 2035.

Or, explique RTE, c'est simple : si le gouvernement poursuit son plan de fermeture tel qu'il est prévu, la situation pourrait être critique. Sans les deux réacteurs en question, la sécurité de l'approvisionnement en électricité dans le pays, notamment lors des pics de consommation hivernaux, pourrait fortement être compromise. Comprenez : la France risque le black-out parce qu'elle n'aura pas produit assez d'électricité par rapport à sa consommation.

Et pas question de compter sur les voisins : les pics de consommation liés à des épisodes météorologiques, comme une forte baisse des températures, sont généralement partagés par les autres pays européens, soumis au même climat. La France ne pourra pas acheter l'énergie qui lui manque.

La faute aux travaux prévus sur le parc nucléaire et aux retards de Flamanville

Attention : RTE ne dit pas que la France n'a pas assez de nucléaire pour produire suffisamment. En fait, ce risque que met en avant le gestionnaire est lié à un concours de circonstances et est avant tout une mise en garde.

RTE souligne en effet que près de la moitié des réacteurs en service sur le territoire (21 sur 56) devront être arrêtés pour les visites de contrôle décennales avant 2025. Une visite obligatoire qui peut toutefois présenter des mauvaises surprises et prolonger de plusieurs mois le temps d'arrêt prévu.

Et si le gouvernement espère qu'enfin l'EPR de Flamanville entrera en service pour compenser l'arrêt des autres réacteurs, RTE n'y compte pas vraiment : « les incertitudes sur l'EPR de Flamanville concernent aussi bien le calendrier de mise de service que son niveau de disponibilité lors des premières années », peut-on lire sur le rapport. Il faut dire que la nouvelle centrale a déjà 9 ans de retard : elle devait être terminée pour 2012. RTE, pessimiste, ne s'attend pas à ce qu'elle sera totalement opérationnelle avant 2025, là où EDF table sur 2023.

« Le cumul de configurations défavorables ne peut être exclu, et il conduirait à un déficit de capacité

» à l'horizon de 2025, juge, dans son rapport, RTE qui estime de fait qu'il faut réfléchir à retarder la déprogrammation des fermetures anticipées des réacteurs nucléaires.